

**COUR D'APPEL  
DE  
MONTPELLIER**

GREFFE SOCIAL

1, rue Foch  
34023 MONTPELLIER CEDEX 01

**REFERENCES :**

ARRET N° 236/99  
DU 04/02/1999  
R.G. N° 98/00338

**AFFAIRE**

CLINIQUE SAINT  
CHRISTOPHE

contre

MUTUELLE EDF - GDF ,  
M.N.E.F. , M.G. POLICE ,  
S.L.I. , CAISSE DE LA  
MARINE etc...

**NOTIFICATION D'UN ARRET  
DE LA CHAMBRE SOCIALE**

LE GREFFIER EN CHEF DE LA COUR D'APPEL DE  
MONTPELLIER conformément aux articles R 142-27 et  
R 142-29 du code de Sécurité Sociale, notifie à

**CAISSE DE RETAITE ET DE  
PREVOYANCE DE LA SNCF en la  
personne de son représentant  
légal**

37, avenue de Lyon  
31500 TOULOUSE

l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Montpellier dans l'affaire  
visée en marge et lui adresse sous ce pli l'expédition dudit  
arrêt.

Procédure avec ministère d'avocat à la Cour de Cassation.

**LE DELAI DE POURVOI EN CASSATION EST DE  
DEUX MOIS A DATER DE LA PRESENTE  
NOTIFICATION**

Ce délai est augmenté d'un mois pour les personnes qui demeurent  
dans un département ou territoire d'outre-mer et de deux mois  
pour celles qui demeurent à l'étranger.

**ARTICLE R 144.1 du Code de la Sécurité Sociale et 974, 975 du N.C.P.C.**

Le pourvoi en cassation est formé par déclaration au Greffe de la Cour de Cassation qui est signée par un avocat au  
Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

**ARTICLE 976 du Nouveau Code de Procédure Civile.**

La déclaration est remise au secrétariat-greffe en autant d'exemplaires qu'il y a de défendeurs plus deux.

**ARTICLE R 144.3 du Code de la Sécurité Sociale**

Peuvent former pourvoi, dans le **DELAÏ DE DEUX MOIS** à compter de la notification de la décision aux  
parties :

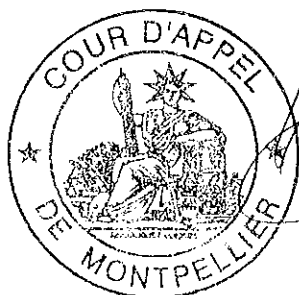
1°) Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales ou son représentant, en ce qui concerne les litiges  
auxquels donne lieu l'application des législations de sécurité sociale.

2°) Le chef du service régional de l'inspection du travail de l'emploi et de la politique sociale agricole ou son  
représentant, en ce qui concerne les litiges auxquels donne lieu l'application des législations de mutualité  
sociale agricole.

Lorsque le litige pose la question de savoir si la législation applicable est celle afférente aux professions  
non agricoles ou celle afférente aux professions agricoles, le directeur régional des affaires sanitaires et  
sociales ou son représentant peuvent chacun former pourvoi dans le délai mentionné ci-dessus.

Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales, et le chef du service régional de l'inspection du  
travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole, demandeurs ou défendeurs au pourvoi, sont dispensés du  
ministère d'avocat. Le pourvoi introduit par ces fonctionnaires est formé directement au greffe de la Cour de  
Cassation.

Montpellier, le 04/02/1999



LE GREFFIER EN CHEF,

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

CHAMBRE SOCIALE

EXTRAIT DES MINUTES DU SECRETARIAT-GREFFE DE LA COUR D'APPEL  
DE MONTPELLIER (HERAULT)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

N° 236

-----  
DOS. N° S 98/00338  
Jonction avec 9800339  
ARRET DU 4 Février 1999  
-----

TASS de PYRENEES ORIENTALES

15 Janvier 1998

DD/CC

APPELANTE (Dossiers 9800338 et 9800339)

CLINIQUE SAINT CHRISTOPHE  
21, Allée Aimé Giral  
66000 PERPIGNAN

Représentée par Me PIQUERAS Avocat  
au barreau de Perpignan.

INTIMES

MUTUELLE EDF - GDF  
96, avenue de Prades  
66000 PERPIGNAN  
Non comparante ni représentée

M.N.E.F.  
Avenue de Villeneuve  
66000 PERPIGNAN  
Non comparante ni représentée

M.G. POLICE  
BP 2046  
66000 PERPIGNAN  
Non comparante ni représentée.

S.L.I.  
55, avenue Victor Dalbiez  
66000 PERPIGNAN  
Non comparante ni représentée.

CAISSE DE LA MARINE  
Place Castellane  
66660 PORT VENDRES  
Représentée par la SCP CADENE - BECQUE  
Avocats au barreau de Perpignan.

**RAM**

4, rue d'Iéna  
66000 PERPIGNAN  
Représentée par Béatrice RIGAUD munie d'un  
mandat en date du 07.01.1993.

**CAISSE RETRAITE ET PREVOYANCE CLERS ET  
EMPLOYES DE NOTAIRES (CRPCEN)**

16, rue de la pépinière  
75395 PARIS CEDEX 08  
Représentée par Monsieur FERNANDEZ muni d'un  
pouvoir du 03.11.1998.

**CAISSE DE LA POLICE NATIONALE**

299, chemin de Ste Marthe  
13313 MARSEILLE CEDEX  
Non comparante ni représentée.

**CIE LA FRANCE**

Le Triangle  
26, Allée Milhau  
34079 MONTPELLIER CEDEX  
Non comparante ni représentée.

**CAISSE DE PREVOYANCE DE LA MARINE**

35415 SAINT MALO  
Représentée par la SCP CADENE - BECQUE  
Avocats au barreau de Perpignan.

**CAISSE DE RETAITE ET DE PREVOYANCE DE LA SNCF**

37, avenue de Lyon  
31500 TOULOUSE  
Représentée par Monsieur FERNANDEZ muni d'un  
pouvoir .

**CPAM DES PYRENEES ORIENTALES**

Rue Remparts Saint Mathieu  
66013 PERPIGNAN CEDEX  
Représentée par Monsieur FERNANDEZ muni d'un  
pouvoir en date du 30.12.1998.

**CPAM de l' Aude**

2 allée de Bézons - BP 873 -  
11017 CARCASSONNE CEDEX  
Représentée par Monsieur FERNANDEZ muni d'un  
pouvoir en date du 7.01.1999.

**CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE SECURITE  
SOCIALE**

BP 318  
83090 TOULON  
Représentée par Monsieur LE BELLEC muni d'un  
pouvoir en date du 28.12.1998.

**FEDERATION NATIONALE DE LA MUTUALITE  
FRANCAISE**

255 rue de Vaugirard  
75719 PARIS CEDEX 15  
Non comparante ni représentée.

**M.G.E.N.**

44 Chemin Passo Viella  
66000 PERPIGNAN  
Non comparante ni représente

**MUTUELLE GENERALE DES P.T.T.**

15 rue Zamenhof  
66020 PERPIGNAN CEDEX

**LA ROUSSILLONNAISE**

1 avenue Carsalade du Pont  
BP 544  
66855 PERPIGNAN  
Représentée par Mademoiselle ROUBIN munie  
d'un pouvoir en date du 04.01.1999.

**COMPOSITION DE LA COUR LORS DES DEBATS EN  
AUDIENCE PUBLIQUE DU 14 Janvier 1999**

Monsieur Louis GERBET Président,  
Monsieur Dominique DECOMBLE Conseiller,  
Madame Nadia BERGOUNIOU Conseiller,

GREFFIER, Chantal COULON

DELIBERE, Mêmes Magistrats,

ARRET,

Réputé contradictoire, prononcé publiquement,  
en matière de Sécurité Sociale le 4 Février  
1999 par Monsieur Louis GERBET, Président,  
qui a signé Madame RAMON faisant fonction de  
Greffier.

X X  
X

**FAITS ET PROCEDURE**

Etablissement de santé privé  
conventionné en application de l'article L  
162-22 du Code de la Sécurité Sociale, la  
Clinique St Christophe percevait un

complément de rémunération au titre des frais de salle d'opération fixé par application d'un coefficient égal à la somme du K opératoire et du K anesthésique.

Les modalités de fixation du complément de rémunération ont été modifiées par l'arrêté du 13 mai 1991 qui affecte la cotation des actes anesthésiques d'un coefficient égal à 3/5 au lieu des 5/5.

Par arrêt du 4 mars 1996, le Conseil d'Etat annulait l'article 1er de l'arrêté ci-dessus.

Se fondant sur les effets de cette annulation, la Clinique St Christophe réclamait aux organismes de Sécurité Sociale avec lesquels elle est conventionnée, la prise en charge financière selon les modalités en vigueur avant l'arrêté du 13 mai 1991 pour la période du 19 mai 1991 au 31 mars 1992.

Elle sollicitait ainsi le 25 juillet 1996, le versement des 2/5 restant dus par les organismes de Sécurité Sociale suivants.

En l'absence de réponse des Commissions de Recours Amiable de ces organismes, le 25 février 1997, la Clinique St Christophe saisissait le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de Perpignan .

Par deux jugements du 15 janvier 1998, cette juridiction déboutait la Clinique St Christophe.

Elle relevait appel des jugements.

Les procédures sont inscrites sous les numéros 98/00338 et 98/00339 du greffe de la Chambre Sociale de la Cour d'appel.

#### **MOYENS DES PARTIES**

La Clinique St Christophe soutient que la loi du 27 décembre 1996 ne s'applique pas

aux cas d'espèce. Elle soutient en effet que l'article 34 de la loi mentionne le coefficient 3/5 alors que la demande tend à obtenir le versement des 2/5 manquants qui sont dus.

Elle conclut à la réformation des jugements et reprend devant la Cour ses demandes initiales, y ajoutant la demande en paiement de 1 000 F au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile contre chacun des organismes sociaux.

A l'appui de leurs répliques, les organismes sociaux suivants concluent devant la Cour:

L'ENIM, la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale, la Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et employés de Notaires, la Caisse de Prévoyance de la SNCF, la CAMULRAC Languedoc-Roussillon, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Pyrénées Orientales et la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Aude.

Ils font valoir que la loi du 27 décembre 1996 relative au financement de la Sécurité Sociale, stipule dans son article 34 que les facturations des frais de salle d'opération remboursés par les organismes de Sécurité Sociale sont validées en tant qu'elles résultent de l'application de l'arrêté de 13 mai 1991. Ils concluent à la confirmation des jugements.

L'ENIM demande en outre la condamnation de l'appelante au paiement de 5 000 F au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile.

#### MOTIFS DE LA DECISION

Attendu que l'intérêt d'une bonne administration de la justice commande la jonction des dossiers qui opposent la Clinique St Christophe aux organismes de Sécurité Sociale sur un litige de même nature juridique;

Attendu au fond, que la loi du 27 décembre 1996 qui prévoit expressément la validation des facturations des établissements privés de santé " en tant qu'elles résultent de l'application de l'arrêté du 13 mai 1991 " est rétroactive et prime les effets de l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 mars 1996;

Que dès lors les demandes en paiement du complément de rémunération des frais de salle d'opération représentant les 2/5 des forfaits qui ont été précisément supprimés par l'arrêté ministériel du 13 mai 1991, ne sont pas fondées;

Que les jugements déférés doivent être confirmés;

Attendu que la décision du premier juge étant claire et fondée, il y a lieu de condamner l'appelante au paiement du droit fixé en application de l'article R 144-6 du code de la Sécurité sociale;

Qu'en outre il convient d'allouer la somme de 3 000 F à l'ENIM au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile.

#### PAR CES MOTIFS

Ordonne la jonction des dossiers n° 98/00338 et n° 98/00339.

CONFIRME les jugements déférés.

Condamne en outre l'appelante au paiement des sommes suivantes:

- 3 000 F à l'E.N.I.M. au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile.

- 1 400 F en application de l'article R 144-6 du code de la Sécurité sociale.

Evoque le litige porté devant le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de l'Aude par la GAMEX;

Au fond,

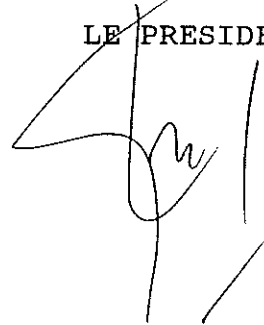
INFIRME les jugements déférés;

REJETTE les demandes présentées par la  
Clinique St Christophe.

LE GREFFIER.



LE PRESIDENT.



En conséquence, la République Française mande et ordonne :  
— à tous Huissiers de Justice, sur ce requis de mettre le présent arrêt à exécution,  
— aux Procureurs Généraux et aux Procureurs de la République près les Tribunaux de Grande Instance d'y tenir la main,  
— à tous Commandants et Officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis ;  
En foi de quoi, le présent arrêt a été signé sur la minute par le Président et par le Greffier.

POUR GROUPE CONFORME,  
LE GREFFIER EN CHEF,

